FEMME

societe.union@sonapresse.com

"J'ai tendance à penser que la banque aujourd'hui a des critères qui ne correspondent pas totalement à notre mode de fonctionnement..."

TROIS questions à... Dora Mbeng, directrice du hub et chef de projet Gabon du programme Femmes d'avenir

Propos recueillis par JMN
Libreville/Gabon

L'UNION : L'une des plus grandes difficultés des femmes entrepreneures au Gabon demeure l'accès aux financements. Quels conseils leur donnez-vous pour faire face à ce défi ?

Dora Mbeng : *En premier lieu, ce serait d'aller chercher l'information, il existe localement de nombreux organismes qui accompagnent et permettent aux entrepreneures de lever des fonds ; et ici je fais par exemple référence au programme Femmes d'avenir, à SING Capital, au fonds d'amorçage de Comilog, au réseau de business angles GAINS pour ne citer que ces 4. Aussi, en tant que femmes, nous gagnerions également à insuffler la même énergie que nous mettons à construire nos entreprises/activités, à obliger les organismes à nous écouter, nous suivre, quitte à devenir l'organisme ! Pour en revenir au modèle traditionnel, j'ai tendance à penser que la banque aujourd'hui a des critères qui ne correspondent pas totalement à notre mode de fonctionnement. Deux solutions s'offrent à nous pour la faire plier : en nous organisant de manière structurée ou nous plier à ses règles. Ayons de vraies relations avec nos conseillers clients, challengeons-les et s'ils ne suivent pas, peut-être envisager de changer de banque.*

Quelles solutions ou mesures d'appui peuvent être mises en place pour accompagner les entrepreneures gabonaises ?

- Dans le cadre du programme Femmes d'avenir, né du partenariat entre l'État gabonais, le groupe Eramet et Women in Africa (WIA), nous avons un programme d'accompagnement sur 9 mois qui comprend un volet formation avec des sessions que nous voulons pratico-pratiques pour permettre aux femmes de rapidement gagner en compétences, un volet mentorat où chacune de nos bénéficiaires a un mentor qui l'accompagne sur un ou plusieurs problématiques précises pendant 4 mois et un volet accès au financement où nous les préparons au pitch et organisons des sessions de pitch avec des investisseurs potentiels. Quatre femmes de notre première promotion ont pu lever des fonds. À noter que pour nous, une bonne partie de la solution réside dans les formations hard skills (compétences techniques) et soft skills (compétences comportementales) !

Photo : DR

Dora Mbeng, directrice du hub programme Femmes d'avenir Gabon.

Y a-t-il des secteurs d'activités ou des projets pour lesquels les banquiers et autres partenaires sont plus intéressés à financer ?

- De ce que j'observe, concernant les banques, il n'y a pas de secteurs phares, elles vous accompagnent suivant votre qualité (projet, capacité de remboursement, gestion du compte). Pour le reste, je parlerais du digital (Fintech, biotech, etc.) et les produits de grande consommation.

Fonds d'appui à l'entrepreneuriat féminin : une solution à envisager ?

JMN
Libreville/Gabon

DANS l'optique d'accélérer l'autonomisation financière des femmes, la question de la mise en place d'un fonds d'appui à l'entrepreneuriat féminin est souvent évoquée. Le modèle a marché en Côte d'Ivoire. Et pourquoi ne pas s'en inspirer et le tester dans notre pays ?

Grâce à la mise en place d'un Fonds d'appui aux femmes en Côte d'Ivoire (FAFCI) en 2012 par le président Alassane Dramane Ouattara et son épouse, des centaines de milliers de femmes ivoiriennes ont vu leurs vies s'améliorer. Ce mécanisme de microcrédit à taux réduit (1 % par mois) a permis aux femmes non éligibles aux financements classiques de bénéficier de prêts, dans le but de créer et de développer des activités génératrices de revenus.

Dans le cadre de ce dispositif, les bénéficiaires pouvaient aussi être formées gratuitement à la comptabilité.

Entre 2012 et 2019, le FAFCI s'est doté d'un capital de 12 milliards de francs CFA et a financé les activités de près de 200 000 femmes. Cela représente environ 1,5 million de personnes sorties de la pauvreté grâce à ce fonds. Preuve de l'efficacité de l'initiative : le taux de remboursement des emprunts s'est élevé à 97 %. Ce qui signifie que la quasi-totalité des entreprises créées étaient viables et même rentables.

À ce jour, le FAFCI s'auto-alimente largement, puisque le retour sur investissement a dépassé les 29 milliards de francs CFA. Et le nombre de femmes bénéficiaires a également augmenté. Une solution qui mérite d'être envisagée sous nos cieux.

Vulgariser l'information sur les programmes de financement disponibles : une exigence préalable

PMM
Libreville/Gabon

QUELLES sont les aides financières destinées aux femmes pour créer une entreprise ? On n'en sait presque rien faute de communication autour des programmes de financement de projets d'entrepreneures.

Quelques banques aujourd'hui accompagnement la femme entrepreneuse gabonaise dans la recherche des financements nécessaires au développement de leurs entreprises. Par contre, les rares entités qui soutiennent les projets d'investissement des femmes, en les aidant dans la recherche des financements nécessaires au développement de leurs entreprises, communiquent peu sur leur rôle. Si l'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANPI-Gabon) est connue pour son rôle de promoteur des investissements, il y a également des banques qui accordent leurs services aux femmes entrepreneures.

Photo : Jean Madouma/

L'information sur les projets de financement peut aider les femmes dans leur autonomisation.

" La banque Bamboo et la structure de microfinance Épargne du développement du Gabon (EDG) aident les femmes à épargner dans le cadre des tontines journalières. Plusieurs associations, à l'instar de Femme Autonome, ont recours à leurs services ", a indiqué Gessyska Katriona Mengue M'Ella Ekogha, présidente de l'association Femme Autonome.

Ces banques qui aident les femmes à accéder aux financements les propulsent dans leurs activités entrepreneuriales. Le financement étant un élément clé du développement et de la croissance des entreprises au Gabon, L'État devrait davantage communiquer sur toutes organisations qui accordent leur soutien financier aux entrepreneures. Et permettre au plus grand nombre des femmes encore réticentes d'entreprendre.